














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestation de restauration collective pour le self et la
crèche du Centre Hospitalier de Rochefort**

**GROUPE HOSPITALIER DE LA ROCHELLE RE AUNIS
RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER
17019 LA ROCHELLE CEDEX**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestation de restauration collective pour le self et la crèche du Centre Hospitalier de Rochefort
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Mode de passation	5
1.3 - Décomposition du contrat.....	5
1.4 - Type d'accord-cadre.....	5
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	6
1.7 - Reprise par le prestataire des personnels contractuels pour le lot n° 1	6
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	7
3.1 - Rappel des obligations du titulaire	7
3.2 - Modalités de contrôle et de sanction	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 - Durée et délais d'exécution.....	7
5.1 - Durée du contrat	7
5.2 - Reconduction.....	8
6 - Prix.....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2 - Modalités de variation des prix.....	8
7 - Garanties Financières.....	9
8 - Avance.....	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
9 - Modalités de règlement des comptes.....	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement	10
9.3 - Délai global de paiement	11
9.4 - Paiement des cotraitants	11
9.5 - Paiement des sous-traitants	11
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
11 - Développement durable.....	12
12 - Constatation de l'exécution des prestations	12
12.1 - Vérifications	12
12.2 - Décision après vérification	12
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
14 - Pénalités	12
14.1 - Pénalités de retard pour le lot n° 1.....	12
14.2 - Pénalités de retard pour le lot n° 2.....	13
15 - Assurances	14
16 - Résiliation du contrat.....	14
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	14
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
17 - Règlement des litiges et langues	15
18 - Dérogations	15

1 - Dispositions générales du contrat

Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17, agit pour le compte des établissements de son GHT ci-après désignés, et représenté par la Directrice Générale des Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis :

➤ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)

Établissement Public de santé

1, avenue de Bélignon

17301 ROCHEFORT SUR MER CEDEX

Téléphone : 05.46.88.50.50

Fax : 05.46.88.50.61

Mail : cellule-marches@ght-atlantique17.fr

Type de Pouvoir Adjudicateur : Autre / Santé

Le GHT Atlantique 17 réunit actuellement les établissements suivants : les Hôpitaux de la Rochelle-Ré-Aunis, le Centre Hospitalier de Rochefort, le Centre Hospitalier de Marennes et le Centre Hospitalier de St Pierre d'Oléron.

Depuis le 1^{er} Janvier 2018, la fonction achat mutualisé du GHT s'est mis en place.

Désormais, toute consultation lancée doit tenir compte de cette réforme des achats.

Cette réforme prévoit que l'Etablissement coordonnateur du GHT, en l'occurrence Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis, procède à la passation et la signature des marchés pour le compte des établissements parties (EP).

Ce transfert de compétences en matière de passation de marchés publics à l'établissement support (ES) équivaut à lui conférer des facultés analogues à celles des formules d'achat groupé sans y être pour autant pleinement assimilé. Le formalisme est différent : il n'y a pas dans ce cas besoin au préalable de la signature d'une convention constitutive de groupement de commande. De même, la terminologie n'est plus la même, on ne parle pas d'« Etablissement coordonnateur » et d'« Etablissement adhérent » mais d'« Etablissement support » et d'« Etablissement partie ».

L'établissement support est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code des marchés publics aux missions suivantes :

- Superviser la phase de lancement des marchés et d'accompagner leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les Etablissements parties,
- Procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants à intervenir dans le cadre des marchés, ainsi qu'aux remises en compétition régulières prévues par certains marchés, au nom et pour le compte des Etablissements parties,
- Prononcer la résiliation des marchés, le cas échéant après avis des Etablissements parties,
- Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées contre les membres du GHT au titre de :
 - la procédure d'attribution et de passation des marchés
 - la passation des avenants aux marchés,
 - la reconduction et de la résiliation des marchés,
 - les remises en compétition des titulaires,
- Prendre en charge les contentieux entre un Etablissement partie et le titulaire d'un marché, au titre de l'exécution des marchés groupés, exception faite des différends portant sur les conditions locales d'exécution du marché ou sur des sujets qui relèvent de la responsabilité de chacun des Etablissements parties.
- Acter les décisions de reconduction
- Traiter les demandes de révision de prix.

Les autres compétences relèvent des Etablissements parties.

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne la prestation de restauration collective pour le self et la crèche du Centre Hospitalier de Rochefort.

Lieu(x) d'exécution : Centre Hospitalier de Rochefort - 1 avenue de Bélignon - 17300 Rochefort

La description des différentes prestations attendues sont décrites dans les CCTP.

Clauses de réexamen :

☒ Suivant les dispositions de l'Article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) pour la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

☒ Le prestataire pourra voir sa mission s'étendre à l'échelle du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17 qui réunit les établissements suivants :

- ❖ Groupe Hospitalier de La Rochelle - Ré - Aunis (Etablissement support)
- ❖ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

Cette modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter des travaux, fournitures, ou services supplémentaires dans la limite de 50% du montant du marché initial à condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-2 du Code de la Commande Publique.

1.2 - Mode de passation

Le service demandé relevant de l'article R. 2123-1-3° du Code de la Commande Publique (marchés publics de services sociaux et autres services spécifiques), la procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Self du personnel du Centre Hospitalier de Rochefort
02	Crèche du Centre Hospitalier de Rochefort

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le présent marché est conclu pour les montants suivants sur toute la durée du marché (reconductions comprises) :

- Lot 1 - Self du personnel du Centre Hospitalier de Rochefort :

Sans montant minimum et un montant maximum de 1 700 000 € HT

- Lot 2 - Crèche du Centre Hospitalier de Rochefort :

Sans montant minimum et un montant maximum de 315 000 € HT

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;

- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.7 - Reprise par le prestataire des personnels contractuels pour le lot n° 1

Le prestataire s'engage à reprendre les salariés de l'actuel titulaire de ce marché, selon les conditions imposées par les articles L.1224-1 à 1224-4 du code du travail et conformément à l'usage dans la profession (convention collective nationale du personnel des entreprises de restauration des collectivités du 20 juin 1983, étendue par arrêté du 2 février 1984 JONC 17 février 1984 - Textes Attachés - Avenant n° 3 du 26 février 1986 relatif au changement de prestataires de services modifié par avenant n° 47 du 9 novembre 2011 relatif à la classification des emplois et aux salaires).

La liste actuelle des personnels contractuels affectés est jointe en annexe.

Le prestataire devra également prévoir du personnel pour compléter le temps manquant sur certains créneaux horaires hebdomadaires et pour le remplacement en période de congés ou de maladie des personnels.

Le prestataire doit communiquer à l'établissement dans les 15 jours suivant la notification du marché, la liste nominative du personnel et sa qualification. La liste sera tenue à jour avec les horaires de travail de ces personnels.

L'effectif nécessaire à la réalisation des prestations décrites au présent cahier des charges est indiqué dans la liste fournie par le titulaire dans son offre. Tout au long du marché le titulaire doit appliquer la répartition des effectifs et maintenir les effectifs indiqués dans son offre.

Le prestataire s'engage à appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail et législation fiscale.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

3.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

3.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois, à compter du 01/03/2025 jusqu'au 28/02/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois, soit jusqu'au 28/02/2029.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Pour le lot n° 1 :

La prestation principale correspondant aux frais de fonctionnement en restaurant self-service est forfaitaire. Le prix de la partie forfaitaire est déterminé quel que soit le nombre de jours ouverts dans le mois. Le forfait mensuel est décomposé comme indiqué en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prestations sont réglées par des **prix forfaitaires et prix unitaires** selon les stipulations de l'acte d'engagement, de la manière suivante :

- ♦ Un forfait mensuel correspondant aux frais de fonctionnement : frais de personnel, frais d'exploitation, frais de gestion, rémunération du prestataire.
- ♦ Un prix unitaire par denrée alimentaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents : au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

Pour le lot n° 2 :

Le marché sera traité à **prix unitaires**. Les prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix (annexe à l'Acte d'engagement) seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents : au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché, par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P = P_o \times ((0,30 \times P_{Fn}/P_{Fo}) + (0,25 \times (IPC_n/IPC_o)) + (0,45 \times (HR_n/HR_o)))$$

selon les dispositions suivantes :

- HR : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Hébergement, restauration

- IPC : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.2 - Cantines
- PF : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Alimentation : Produits frais
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'application des dispositions qui précèdent conduirait à une augmentation des prix supérieure ou égale à 2% par rapport aux derniers prix en vigueur, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif.

Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

Toutefois, en fonction du contexte économique tout au long du marché, cette clause pourra être revue et négociée entre les parties.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités

détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Pour le Centre Hospitalier de Rochefort (Siret n° 261 700 330 00135)
- Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service est obligatoire pour le dépôt des factures (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : AMGEN / ATEL / BIO / PHARM / SECO / SFIN / PAIE)

- Pour les factures émanant d'établissements publics, nous vous invitons à les déposer sur le code service « FACTURES PUBLIQUES »
- Pour les factures non issues de commandes
 - et à destination de la Direction des Achats d'Exploitation et d'Équipement (DAEE) doivent être déposées sur les codes suivants :
 - « AMGEN » pour les factures destinées au magasin général,
 - « SECO » pour les factures destinées aux Services Économiques
 - « BIO » pour les factures destinées au service Biomédical
 - et à destination de la Direction des Travaux et du Patrimoine doivent être déposées sur le code service « ATEL »
 - et à destination de la Pharmacie doivent être déposées sur le code service « PHARM »

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Les fournitures seront accompagnées d'un bulletin de livraison comportant :

- le numéro du bon de commande
- la date de livraison
- l'identification du titulaire
- l'identification des fournitures livrées

Les fournitures seront expédiées, **franco de port et d'emballage**.

Pour le lot n° 2, les livraisons devront se faire à la Crèche du Centre Hospitalier, 1 avenue de Béligon, 17300 ROCHEFORT du lundi au vendredi hors jours fériés : avant 9h30. La crèche est fermée les jours fériés. Aucune prestation ne sera donc réalisée durant ces jours.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

L'établissement peut à tout moment, et sans en référer au prestataire, procéder ou faire procéder par toutes personnes désignées par lui, à tous contrôles jugés nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et leurs modalités d'exécution par rapport aux clauses du marché et aux dispositions réglementaires en vigueur, notamment en ce qui concerne le contrôle d'hygiène et sanitaire, le contrôle des mesures de sécurité, la présence des personnels du prestataire.

En outre, une procédure de suivi de la prestation sera mise en place avec le candidat retenu. Le titulaire garantit la conformité des denrées et produits visés dans le C.C.T.P.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard pour le lot n° 1

Les pénalités décrites dans les conditions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG/FCS. Ces pénalités viendront en déduction des sommes dues au prestataire.

En cas de retard dans l'exécution des prestations ou de défaillances du titulaire retenu, le Centre Hospitalier aura le droit de pourvoir aux besoins du service par toute personne et tous moyens qu'elle jugera appropriés, aux risques et périls du prestataire, sans mise en demeure de celui-ci.

En outre, l'établissement, pourra, sauf en cas de force majeure, si le titulaire ne remplit pas les conditions que lui imposent le CCAP et le CCTP, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de nature à compromettre les intérêts du service, soit :

- Appliquer des pénalités de 100€ par manquement constaté, majoré de 25% puis de 50% et de 100% en cas de récidive dans le mois, pour tout manquement constaté à la quantité ou à la qualité des denrées.
- Prononcer la résiliation du marché et passer un marché de substitution avec d'autres partenaires, aux risques et périls du prestataire déchu, après notification de ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés affectés à la fourniture des repas, le titulaire sera tenu d'exécuter intégralement les prestations du marché. Les moyens d'organisation du service devront être soumis à la validation de l'établissement.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter les prestations, l'établissement y pourvoira par tous moyens qu'elle jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire.

Défaillance du prestataire

En cas d'interruption partielle ou totale de confection et de distribution de repas imputables au prestataire, de non-conformité des repas aux règles d'hygiène, et d'une manière plus générale de manquement par le prestataire à l'une ou l'autre de ses obligations, résultant de présent marché, et sauf en cas de force majeure, l'établissement met le prestataire en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'avoir à se mettre en conformité avec les exigences du marché.

Toute mise en demeure non suivie d'effet dans un délai de quinze jours, ou de deux jours en cas de risques pour les personnes, donnera lieu à l'application de pénalités fixées à cent cinquante (150€) euros, hors taxes, par jour calendaire. L'établissement pourra prononcer la mise en régie aux frais et risques du prestataire, et par des moyens qu'il juge bons, afin d'assurer l'exécution des prestations du marché.

En cas de carence grave, de menace à l'hygiène ou de risque pour les personnes, le Directeur peut prendre d'urgence toute décision adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du service de restauration. Les conséquences d'une telle décision seront à la charge du prestataire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalités de retard pour le lot n° 2

Les pénalités décrites dans les conditions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG/FCS. Ces pénalités viendront en déduction des sommes dues au prestataire.

En cas de retard dans l'exécution des prestations ou de défaillances du titulaire retenu, le Centre Hospitalier aura le droit de pourvoir aux besoins du service par toute personne et tous moyens qu'elle jugera appropriés, aux risques et périls du prestataire, sans mise en demeure de celui-ci.

Règles de continuité de service public

Le titulaire s'engage pendant toute la durée du marché à assurer régulièrement la continuité du service public, par tous les moyens possibles, y compris en cas de grève de ses personnels.

En cas de défaillance de sa part, la personne publique peut faire assurer le service aux frais et risques dudit titulaire par toute personne et tous moyens appropriés.

Sauf en cas de force majeure avérée ayant empêché le titulaire de remplir ses obligations et par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG/FCS, une pénalité forfaitaire, égale à 40% du prix de base initial multiplié par le nombre de repas servis à l'initiative de la crèche est mise à la charge du titulaire pendant une semaine maximum à l'issue de laquelle le marché peut être résilié sans indemnité ni préavis à l'égard du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG/FCS il sera fait application de ces pénalités quel qu'en soit le montant.

Prestations défectueuses

Dans le cas où il serait constaté une prestation défectueuse qualitativement ou quantitativement (conformément au CCTP et au présent CCAP), ou en cas de non-conformité des repas aux règles d'hygiène, et d'une manière plus générale de manquement par le prestataire à l'une ou l'autre de ses obligations résultant du présent marché, et sauf en cas de force majeure, l'établissement met le prestataire en demeure, par courriel puis confirme cette mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, d'avoir à se mettre en conformité avec les exigences du marché.

Toute mise en demeure non suivie d'effet dans un délai de quinze jours, ou de deux jours en cas de risques pour les personnes, donnera lieu à l'application de pénalités fixées à cent cinquante (150€) euros, hors taxes, par jour ouvré. L'établissement pourra prononcer la mise en régie aux frais et risques du prestataire, et par des moyens qu'il juge bons, afin d'assurer l'exécution des prestations du marché.

Mesures d'urgence

En cas de carence grave du titulaire, de menace à l'hygiène et sécurité ou de risque pour les personnes, le Directeur peut prendre d'urgence toute décision adaptée à la situation, y compris, de plein droit, procéder à la résiliation du marché en cas de récidive sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à un versement d'indemnité de quelque nature que ce soit.

Retards de livraison

En cas de non-respect des délais de livraison des repas indiqués dans le CCTP, des pénalités pourront être appliquées sur le prix unitaire des repas concernés (sauf en cas de force majeure avérée).

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG/FCS, ces pénalités sont fixées forfaitairement à 6% du prix total HT de repas, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG/FCS il sera fait application de ces pénalités quel qu'en soit le montant.

Retards de présentation des menus

En cas de non-respect des délais de présentation des menus un mois avant le début de la période indiqués dans le CCTP, une pénalité forfaitaire pourra être appliquée par jour ouvrés de retard (sauf en cas de force majeure avérée).

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG/FCS, ces pénalités sont fixées forfaitairement à 90€HT, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG/FCS il sera fait application de ces pénalités quel qu'en soit le montant.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général (telle que la réorganisation du service) par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de POITIERS (Juridiction administrative)
15, rue de Blossac, BP 541, 86 020 POITIERS CEDEX (05 49 60 79 19)
Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Organe chargé des procédures de médiation

Comité Consultatif interrégional de Règlement Amiable des Différends relatifs aux Marchés Publics
103 Bis, Rue Belleville, BP 952, 33 063 BORDEAUX Cedex (05 56 69 27 18)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services